



Automobile : les zones à faibles émissions ne convainquent toujours pas

Avec les nouvelles règles pour les zones à faibles émissions (ZFE) dans les grandes villes françaises, les automobilistes s'agacent. Bien qu'il faut protéger l'environnement, le faible pouvoir d'achat des Français ne permet pas de telles restrictions. Zones à faibles émissions : un Français sur deux n'en veut pas

Dès janvier 2024, les Zones à faibles émissions vont connaître d'importants changements dans certaines grandes villes. Comme par exemple à Lyon, Marseille, Paris, Rouen et Strasbourg. Le but ? Réduire la pollution en interdisant les véhicules les plus polluants. Cela concerne notamment les diesels immatriculés entre 2001 et 2005 et les deux-roues d'avant juillet 2004. L'objectif est d'améliorer la qualité de l'air et la santé des citoyens. Mais de nombreux automobilistes pestent contre ces décisions.

Selon une étude BVA pour AutoJM, 51% des Français expriment des réserves quant aux ZFE.

Cette réticence est quasiment la même en région parisienne et en province. Les raisons ? Les coûts supplémentaires pour se conformer aux nouvelles normes, l'achat d'un nouveau véhicule, ou les amendes pour non-conformité. De plus, le manque d'infrastructures de transport alternatif dans certaines régions complique la situation.

77 % des Français souhaitent garder leur véhicule actuel le plus longtemps possible

De plus, l'inflation impacte toujours autant le portefeuille des Français. C'est pour cela que 65% d'entre eux estiment que ce n'est pas le moment d'investir dans un nouveau véhicule. 32% ayant déjà renoncé à un achat en 2023. 77 % des Français souhaitent garder leur véhicule actuel le plus longtemps possible, malgré les restrictions à venir. Raynald Thevenet, Directeur Général d'AutoJM, souligne ce paradoxe. Il faut réduire la pollution de 40% grâce aux ZFE, tout en faisant face à une perte de pouvoir d'achat et à la hausse des prix des véhicules.

Comment concilier les impératifs écologiques avec l'inflation ? Les aides de l'État pourraient être essentielles, et beaucoup demandent que ces aides soient multipliées pour permettre ce changement.

